

Déclaration Liminaire au CSAL du mardi 03/10/2023

Monsieur Le Président,

Nos propos liminaires commenceront par un souhait. Le souhait de voir notre hiérarchie, à sa place certes et avec les obligations qui sont les siennes, mais avec sa qualité de fonctionnaire, exprimer une parole vraie et offensive. Pour faire entendre au gouvernement et à la « haute autorité » de notre administration qu'il y a urgence à un changement de cap, tant pour les usagers et les collectivités que pour les agents publics !

Avec pour ces derniers, l'impérative nécessité d'améliorer leurs conditions de travail et leur rémunération.

Nous avons en effet besoin de tous et toutes pour nous faire entendre sur les évolutions de nos missions et de nos structures comme sur la pénurie catastrophique d'emplois pérennes. Pour faire prendre conscience de l'impact sur les conditions de travail et les services publics qui ne cessent de se dégrader.

En effet, les agents de la DGFIP sont confrontés à deux constats préoccupants.

Tout d'abord, comme tous les salariés nous subissons une dégradation majeure de notre pouvoir d'achat avec des revalorisations faibles par rapport à une inflation galopante. Cette urgence doit déboucher sur de réelles réponses tant au niveau Fonction Publique, qu'au niveau Ministériel et à la DGFIP. Ces réponses doivent être sonnantes et trébuchantes et nous rejetons toute idée de rémunération au mérite dont le Ministre de la Fonction Publique semble vouloir faire l'alpha et oméga d'un projet de loi en cours d'élaboration.

Ensuite, la dégradation du « sens au travail » est manifeste. Si les services « tiennent » face aux difficultés, ce n'est que grâce à l'implication et au sens du service public des agents.

Cette dynamique vertueuse, point fort et historique de notre administration, trouve ses limites depuis quelque temps avec le constat d'un écœurement des plus anciens des nouveaux qui ne voient pas quel intérêt leur travail peut leur procurer tant celui-ci a été morcelé et industrialisé.

Cette dégradation ne cesse de nous inquiéter : charges de travail, urgences perpétuelles, perte de sens du travail, travail routinier et par listes, applications informatiques défaillantes, départ de « sachant » ou encore gestion du télétravail génèrent de multiples tensions dans les services.

Nous sommes ainsi particulièrement inquiets, après le fiasco de GMBI, de la campagne de recouvrement et des sollicitations prévisibles (flux dans les accueils, sollicitations téléphoniques et mails, réclamations) pour les SIP et SDIF.

Ces constats soulignent encore et toujours l'urgence d'un changement de cap à la DGFIP !

Il est urgent et vital que le Ministre et la DGFIP se rendent compte de la situation critique des services !